

N° 6629²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création
d'une Ecole de la 2e Chance

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Amendements adoptés par la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</i>	
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'Etat (30.4.2014).....	1
2) Texte coordonné.....	5

*

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

(30.4.2014)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-après une série d'amendements au projet de loi sous rubrique que la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a adoptés lors de sa réunion du 30 avril 2014.

Je joins en annexe, à titre d'information, le nouveau texte coordonné tenant compte des propositions d'amendements de la Chambre des Députés et des propositions de texte du Conseil d'Etat que la Commission a faites siennes.

*

Le détail et la motivation des amendements adoptés par la Commission se présentent comme suit:

Amendement 1 concernant l'article 1er (4e tiret de l'alinéa 2 du nouvel article 1er prévu pour la loi du 12 mai 2009)

Il est proposé de modifier comme suit l'article 1er du projet de loi sous rubrique:

„**Art. 1er.** L'article 1er de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 1er.** Il est créé dans le cadre de l'enseignement secondaire une Ecole de la 2e Chance, dénommée ci-après „Ecole“, à l'intention des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et des adultes, dénommés ci-après „les apprenants“.

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants:

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées;
- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage;

- qui ont quitté l’enseignement secondaire ou secondaire technique sans avoir obtenu ni diplôme de fin d’études secondaires ou secondaires techniques, ni diplôme de technicien, ni diplôme d’aptitude professionnelle;
- qui ne dépassent pas l’âge de trente ans. **Le ministre peut accorder une dérogation à cette condition, sur demande de l’apprenant et avis du directeur de l’Ecole. Toutefois, la limite d’âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l’apprentissage pour adultes.**

L’Ecole est placée sous l’autorité du membre du **g**Gouvernement ayant l’Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après „le ministre“.

Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d’Etat observe que, sans aucune explication, les auteurs du texte modifient, à l’article 1er du projet de loi sous rubrique, la limite d’âge en relevant le plafond supérieur des apprenants à 30 ans, au lieu de 24 ans auparavant. Tout en prenant acte de cette mesure, le Conseil d’Etat aurait aimé en connaître la motivation, d’autant plus qu’une disposition est introduite pour rendre possible un dépassement de la nouvelle limite d’âge. Le Conseil d’Etat se demande si le cadre légal à mettre en place ne devrait pas délimiter la sphère de compétence de l’autorité de décision et encadrer son pouvoir discrétionnaire afin d’éviter des recours en justice.

En réponse à l’interrogation du Conseil d’Etat relative à la limite d’âge pour l’admission à l’Ecole de la 2e Chance (ci-après: „l’Ecole“), il convient de préciser qu’il a été retenu de porter cette limite de 24 à 30 ans, afin d’assurer le parallélisme avec l’emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes, qui visent aussi la catégorie d’âge jusqu’à 30 ans. De fait, le décrochage scolaire touche surtout les jeunes et les adultes qui ne sont plus soumis à l’obligation scolaire.

Suite aux observations du Conseil d’Etat concernant le pouvoir discrétionnaire du ministre en matière de dérogation à la limite d’âge, il est proposé de renoncer à la disposition en question et de préciser plutôt que la limite d’âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l’apprentissage pour adultes. En d’autres termes, aucune dérogation ne sera accordée aux apprenants suivant une formation initiale.

A noter encore que, d’un point de vue purement formel, il y a lieu d’écrire, au dernier alinéa du nouvel article 1er prévu pour la loi du 12 mai 2009 portant création d’une Ecole de la 2e Chance (ci-après: „loi du 12 mai 2009“), le terme de „gouvernement“ avec un „g“ majuscule.

Amendement 2 concernant l’article 4 (alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 prévu pour la loi du 12 mai 2009)

Il est proposé de remplacer comme suit les alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009, tel que prévu par l’article 4 du présent projet de loi:

„Les socles de compétences visés ainsi que les matières enseignées à l’Ecole sont fondés sur les programmes de l’enseignement secondaire et secondaire technique. Les socles et les programmes de l’Ecole sont arrêtés par le ministre sur proposition de la commission de programmes de l’Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l’indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal.

Le cas échéant, les modalités des épreuves à l’examen de fin d’études secondaires ou secondaires techniques et des épreuves intégrées de la formation professionnelle sont celles prévues pour les élèves des lycées.

Les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l’Ecole sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l’enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d’adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant règlement grand-ducal. Un règlement grand-ducal définit la durée normale de chaque voie de formation, les modalités d’évaluation ainsi que les dispositions spécifiques applicables aux élèves de l’Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d’études secondaires ou secondaires techniques.

Il est créé une commission de programmes de l’Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l’indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal. Cette commission a pour mission d’élaborer les programmes et les méthodologies spécifiques à l’Ecole.

Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat rappelle que, d'après l'article 23 de la Constitution, l'enseignement relève des matières réservées à la loi formelle. L'alinéa 2 de l'article 7 nouveau de la loi du 12 mai 2009, tel qu'il est prévu par l'article 4 sous rubrique, dispose que les socles de compétence et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre. Le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement, dans la mesure où une telle disposition est contraire à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution qui réserve le pouvoir réglementaire d'attribution au seul Grand-Duc. S'y ajoute que, même dans l'hypothèse où les socles de compétence et les programmes de l'Ecole seraient fixés par règlement grand-ducal, la loi devra, en vertu de l'article constitutionnel précité, spécifier les fins, les conditions et les modalités selon lesquelles ce règlement serait arrêté.

Le nouveau libellé proposé pour les alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009 vise à tenir compte de cette opposition formelle. La fixation des socles et des programmes ne sera pas de la compétence du ministre, mais les objectifs et les programmes s'aligneront sur ceux de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes, lesquels sont fixés dans la législation afférente. La loi spécifie désormais les fins et les conditions auxquelles un règlement grand-ducal pourra être pris.

Amendement 3 concernant l'article 4 (alinéa 4 du nouvel article 7 prévu pour la loi du 12 mai 2009)

Il est proposé de remplacer comme suit l'alinéa 4 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009, tel que prévu par l'article 4 du présent projet de loi:

~~„Un règlement grand-ducal définit les voies de formation offertes à l'Ecole ainsi que leur durée normale, les niveaux de compétences, les modules de formation, les modalités d'évaluation et les critères de promotion ainsi que les dispositions spécifiques des élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.~~

L'Ecole peut offrir les formations ainsi que les voies de formation suivantes:

- les classes de 9e de l'enseignement secondaire technique;**
- la classe de 5e de l'enseignement secondaire;**
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle;**
- la division supérieure de l'enseignement secondaire;**
- les voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes:**
 - a) les études secondaires et secondaires techniques en formation des adultes;**
 - b) la formation d'éducateur en alternance menant au diplôme d'éducateur et au diplôme de fin d'études secondaires techniques;**
 - c) des modules préparatoires pouvant donner accès à des études supérieures; la réussite de ces modules préparatoires donne accès aux professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que le diplôme de fin d'études secondaires.**

Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat doit s'opposer formellement aux dispositions de l'alinéa 4 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009, étant donné que le texte en projet renvoie sans autre précision à un règlement grand-ducal pour définir les voies de formation. Pour les mêmes motifs que ceux exposés sous l'amendement 2, une telle démarche est contraire à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution.

Pour tenir compte de cette opposition formelle, il est proposé d'inscrire dans la loi l'ensemble des formations et des voies de formation que peut offrir l'Ecole. Celles-ci relèvent aussi bien de la formation initiale que de la formation des adultes.

Comme décrit dans le commentaire de l'article 2 du projet de loi, les formations et les voies de formation organisées à l'Ecole visent trois catégories de décrocheurs:

- ceux qui vont réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes, faute d'offre scolaire existante à l'Ecole;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole avec un certificat reconnu;

- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole dans le cadre d'une formation spécifique pour adultes, comme les formations menant au certificat d'accès aux études supérieures et au diplôme d'éducateur organisées en alternance.

Dans les considérations générales de son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat observe que les modifications proposées dans le cadre du projet de loi sous rubrique semblent accentuer l'orientation très scolaire de l'offre de l'Ecole. En réponse, il convient de souligner que les besoins et les possibilités d'insertion et de formation professionnelles qu'offrent le marché du travail en général et le monde de l'entreprise en particulier sont toujours définis en très grande partie par les diplômes et certifications reconnus. Avec une qualification reconnue, le degré d'insertion est de 85%, sans diplôme il n'est que de 40%. Ceci explique l'orientation plus scolaire des formations et voies de formation offertes à l'Ecole.

Amendement 4 concernant l'article 11

Il est proposé de modifier comme suit l'article 11 du projet de loi sous rubrique:

„**Art. 11.** La loi entre en vigueur à la rentrée scolaire ~~2013-2014~~ 2014-2015.“

Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat relève que l'article sous rubrique prévoit une mise en vigueur rétroactive de la loi en projet à la rentrée scolaire 2013-2014. Or, l'alinéa 2 du nouvel article 28 de la loi du 12 mai 2009, introduit par l'article 10 du présent projet de loi, prévoit que les apprenants dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire doivent, sur décision du directeur, quitter l'Ecole. Comme cette mesure relève d'un caractère disciplinaire et prend la forme d'une sanction, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à la mise en vigueur rétroactive prévue à l'article 11 du projet de loi, ceci en vertu du principe de la légalité des peines consacré par l'article 14 de la Constitution, qui implique le principe de la non-rétroactivité des peines. Il exige ainsi le report de la mise en vigueur à la prochaine rentrée scolaire.

Par le présent amendement, il est tenu compte de cette recommandation.

*

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son avis complémentaire dans les meilleurs délais.

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, avec prière de transmettre les amendements aux chambres professionnelles consultées, et à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO

*

TEXTE COORDONNE

Les amendements parlementaires du 30 avril 2014 sont marqués en caractères gras et soulignés.

Les propositions du Conseil d'Etat sont soulignées.

*

PROJET DE LOI modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance

Art. 1er. L'article 1er de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 1er.** Il est créé dans le cadre de l'enseignement secondaire une Ecole de la 2e Chance, dénommée ci-après „Ecole“, à l'intention des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et des adultes, dénommés ci-après „les apprenants“.

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants:

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées;
- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage;
- qui ont quitté l'enseignement secondaire ou secondaire technique sans avoir obtenu ni diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ni diplôme de technicien, ni diplôme d'aptitude professionnelle;
- qui ne dépassent pas l'âge de trente ans. **Le ministre peut accorder une dérogation à cette condition, sur demande de l'apprenant et avis du directeur de l'Ecole. Toutefois, la limite d'âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes.**

L'Ecole est placée sous l'autorité du membre du ^gGouvernement ayant l'Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après „le ministre“.

Art. 2. L'article 2 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 2.** L'Ecole assure:

- a. l'organisation de formations en vue de réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes;
- b. l'organisation de classes des voies de formation de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique;
- c. l'organisation de formations dans le cadre de la formation des adultes;
- d. l'orientation et l'insertion scolaire et professionnelle des apprenants.

Les formations sous a et b organisées à l'Ecole mettent en œuvre un enseignement général et le cas échéant une formation pratique et professionnelle. En outre, ces formations comprennent un encadrement socio-pédagogique intégré.“

Art. 3. L'article 6 de la même loi est abrogé.

Art. 4. L'article 7 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 7.** La formation des apprenants peut comprendre:

- des modules d'enseignement général;
- des modules de formation pratique et des stages en milieu professionnel;
- des activités complémentaires.

Les socles de compétences visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont fondés sur les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les socles et les pro-

~~grammes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre sur proposition de la commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal.~~

~~Le cas échéant, les modalités des épreuves à l'examen de fin d'études secondaires ou secondaires techniques et des épreuves intégrées de la formation professionnelle sont celles prévues pour les élèves des lycées.~~

~~Les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d'adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant règlement grand-ducal. Un règlement grand-ducal définit la durée normale de chaque voie de formation, les modalités d'évaluation ainsi que les dispositions spécifiques applicables aux élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.~~

~~Il est créé une commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal. Cette commission a pour mission d'élaborer les programmes et les méthodologies spécifiques à l'Ecole.~~

~~Un règlement grand-ducal définit les voies de formation offertes à l'Ecole ainsi que leur durée normale, les niveaux de compétences, les modules de formation, les modalités d'évaluation et les critères de promotion ainsi que les dispositions spécifiques des élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.~~

L'Ecole peut offrir les formations ainsi que les voies de formation suivantes:

- les classes de 9e de l'enseignement secondaire technique;
- la classe de 5e de l'enseignement secondaire;
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle;
- la division supérieure de l'enseignement secondaire;
- les voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes:
 - a) les études secondaires et secondaires techniques en formation des adultes;
 - b) la formation d'éducateur en alternance menant au diplôme d'éducateur et au diplôme de fin d'études secondaires techniques;
 - c) des modules préparatoires pouvant donner accès à des études supérieures; la réussite de ces modules préparatoires donne accès aux professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que le diplôme de fin d'études secondaires.

Le certificat de réussite du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, le certificat de réussite du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique et le certificat de réussite de cinq années de l'enseignement secondaire sont délivrés selon les critères valables dans les lycées et lycées techniques.“

Art. 5. L'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 8.** L'enseignement général et pratique, y inclus les activités complémentaires, peut être offert dans les domaines suivants:

1. le domaine général, qui peut comprendre:
 - a) la communication orale et écrite dans les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise;
 - b) les mathématiques et le calcul;
 - c) l'éducation à la culture;
 - d) l'éducation à la citoyenneté;
 - e) les technologies de l'information;
 - f) l'éducation sportive et l'éducation à la santé;
 - g) les sciences naturelles et techniques;

- h) les sciences humaines et sociales.
2. le domaine pratique, qui peut comprendre:
- a) l'apprentissage pratique à l'atelier scolaire;
 - b) les stages en milieu professionnel.
- Le domaine pratique peut être organisé dans les différents secteurs professionnels.“

Art. 6. L'article 11 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 11.** Il est constitué pour chaque apprenant un relevé de compétences faisant fonction de complément au bulletin. Le bulletin atteste les décisions de promotion qui confèrent les mêmes droits d'admission aux classes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'à la formation des adultes que les bulletins émis par les lycées et lycées techniques.

Au bulletin est également inscrit l'avis d'orientation concernant l'apprenant.“

Art. 7. L'article 13 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 13.** Au plus tard en fin du parcours de formation ou en cours de ce parcours si l'apprenant en fait la demande, le conseil de classe se fait assister par un enseignant externe qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement et qui est désigné par le directeur sur avis du conseil de classe.

Le conseil de classe prend une des décisions suivantes:

- il admet l'apprenant à une classe déterminée de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique ou de la formation des adultes;
- il oriente l'apprenant vers la vie active, auquel cas, l'Action locale pour jeunes prend l'apprenant en charge pour l'insérer sur le marché de l'emploi.

Les apprenants âgés de 18 ans au moins à la sortie de l'Ecole, peuvent s'inscrire sans délai dans toute voie de formation offerte dans le cadre de la formation des adultes, y compris l'apprentissage pour adultes.“

Art. 8. A l'article 19 de la même loi, le premier paragraphe est remplacé par le libellé suivant:

„Les apprenants majeurs inscrits à l'Ecole peuvent bénéficier de l'indemnité de formation prévue à l'article 21 de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation.“

Art. 9. A l'article 20 de la même loi, le premier tiret est remplacé par le libellé suivant:

„– participer aux travaux de la commission de programmes;“

Art. 10. L'article 28 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 28.** Les dispositions concernant le projet d'établissement, l'ordre intérieur et la discipline, la restauration scolaire et le rattachement d'un internat ainsi que celles concernant les structures de représentation des enseignants, des apprenants et des parents d'apprenants sont les mêmes que celles des lycées. Le conseil de discipline de l'Ecole est composé du directeur et de trois membres du personnel du lycée ainsi que du psychologue.

L'apprenant, dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé, sur décision du directeur, à poursuivre sa formation à l'Ecole et doit quitter l'Ecole. S'il n'y a pas de procédure disciplinaire, il est autorisé à se réinscrire pour l'année subséquente.

Une dérogation à l'obligation de présence peut être accordée par le directeur.“

Art. 11. La loi entre en vigueur à la rentrée scolaire **2013-2014** 2014-2015.

